



Independent observer
of the Global Fund

LE MALAWI VEUT TOURNER LA PAGE DU SCANDALE FINANCIER DE SA COMMISSION CONTRE LE SIDA

Espérant tourner la page d'un scandale financier impliquant la Commission nationale de lutte contre le sida, le Malawi a nommé deux nouveaux récipiendaires principaux qui seront chargés d'administrer les 574 millions US\$ alloués à la lutte contre le VIH.

Le pays a soumis sa note conceptuelle le 30 janvier, dans le cadre du cinquième créneau de soumission du nouveau modèle de financement. Les ONG internationales ActionAID et WorldVision, ainsi que le ministère de la Santé, ont été choisis comme nouveaux récipiendaires principaux pour remplacer la Commission nationale de lutte contre le sida, empêtrée dans un scandale financier depuis que son ancien directeur exécutif a été accusé d'avoir détourné des centaines de milliers de dollars.

Des sources internes à l'instance de coordination nationale ont indiqué à Aidspan que lors d'une récente visite, une délégation du Fonds mondial avait exprimé sa constante préoccupation à propos de la gestion financière au sein du ministère de la Santé, mais qu'elle souhaitait conserver l'organisme public en tant que récipiendaire principal, seul organe doté des facilités nécessaires pour gérer la composante biomédicale des interventions. Le choix du ministère de la Santé, de WorldVision et d'ActionAID comme récipiendaires principaux a précédé la visite de la délégation du Fonds.

Ces inquiétudes font écho à une lettre envoyée par le Secrétariat du Fonds en mars 2014 stipulant que « la performance globale des récipiendaires principaux actuels avait été dégradée à B2 (inadéquat) notamment en raison de faiblesses dans la gestion financière, ce qui a conduit à des dépenses irrecevables ou injustifiées, et des retards dans l'organisation de l'audit externe ».

Lors d'audits externes réalisés sur la période 2011-2012, des dépenses d'un montant de 1,4 million US\$

avaient été identifiées comme irrecevables ou injustifiées. Un rapport d'audit couvrant la période 2012-2013 doit encore être rédigé; aucune date n'a encore été fixée pour l'examen des comptes de l'exercice 2013-2014.

Le Malawi a toutefois commencé à mettre en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques ainsi que des mesures visant à renforcer ses systèmes de gestion des achats et de la chaîne logistique. Il a en outre mis en place un agent financier au ministère de la Santé.

Au-delà de la gestion financière, il reste encore d'autres difficultés à surmonter. Lors d'une réunion avec les membres de la délégation du Fonds, les représentants de la société civile ont exprimé un certain nombre d'inquiétudes sur le fait qu'ils n'étaient pas suffisamment représentés dans le dialogue national ou le processus d'élaboration de la note conceptuelle pour le VIH et la tuberculose, mais aussi sur l'impact qu'avait eu la note soumise en janvier dernier.

Les représentants des groupes de populations-clés remarquent également que la note conceptuelle met peu l'accent sur l'environnement juridique et politique dans lequel ils évoluent. La stigmatisation et la discrimination se sont institutionnalisées au Malawi, l'un des 34 pays d'Afrique subsaharienne dotés d'une législation qui érige l'homosexualité en crime. Il n'existe en outre aucune loi anti-discrimination permettant aux personnes vivant avec le VIH de signaler les individus qui les empêcheraient d'avoir accès aux services.

Les budgets affectés aux diverses activités sont largement déséquilibrés, indiquent-ils, la plupart des fonds étant alloués au traitement et très peu à la prévention et aux catalyseurs essentiels (ces activités qui renforcent l'efficacité des programmes en place, telles que celles liées aux questions de genre et aux droits humains). Si la prévention et les catalyseurs essentiels sont du ressort de la société civile, les activités relatives au traitement des maladies relèvent généralement de la compétence de l'Etat.

La note conceptuelle ne prévoit pas d'investir suffisamment dans le renforcement des systèmes communautaires, ont indiqué à Aidsplan des représentants de la société civile. Depuis la subvention de la série 8, le budget alloué aux activités de renforcement des systèmes communautaires a considérablement chuté, remarquent-ils, est passant de 8 millions à 1 million US\$ sur la période d'allocation 2015-2017. Une augmentation de 30 millions US\$ des financements nationaux au cours des trois prochaines années permettrait de remédier à cette situation.

Lors de sa visite, l'équipe du Fonds mondial a encouragé les responsables locaux à étoffer davantage la note conceptuelle afin de répondre à ces inquiétudes, mais presque rien n'a été fait pour modifier cette note présentée au cours du cinquième créneau de soumission. Ces questions seront vraisemblablement soulevées lors de l'examen, prévu en mars, par le Comité technique d'examen des propositions.

Owen Nyaka est membre du réseau des correspondants clés de l'Alliance internationale contre le VIH/sida.

[Read More](#)
